Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1981)
Heft: 608

Artikel: Il n'y a pas que le nucléaire. Partie II, Le choc des experts
Autor: Lehmann, Pierre
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1012251

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

IL N'Y A PAS QUE LE NUCLÉAIRE. — II

Le choc des experts

Colloque organisé à Paris par le Groupe de Bellerive du 16 au 18 septembre sur le thème «Energie et Société». Pierre Lehmann y était; il a commencé à nous en rendre dans ces colonnes (DP 607); il poursuit et conclut aujourd'hui. Débat révélateur à bien des égards, choc d'experts, mise en cause de pouvoirs établis, dialogue de sourds, bref peut-être ce qui nous attend sur toile de fond Kaiseraugst si nous n'y prenons garde.
Premier jour, discours d'ouverture et messe pro-nucléaire. Deuxième jour, panorama mondial de l'énergie trois chiffres après la virgule et première mise en question du bien-fondé nucléaire par Amory Lovins, au grand dam des représentants de l'Electricité de France (EDF) et du Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Nous en sommes là. (Réd.)

A ce stade, nervosité dans les rangs EDF/CEA. On se regarde, on se chuchote dans l'oreille, on se tortille sur son banc. Lorsque commence le débat, un certain Rémy Carle, directeur à l'EDF, vitupère les orateurs et s'indigne de la manière dont évolue le colloque (ce même Carle paraissait très détendu le jour avant quand lui et ses collègues distillaient la vérité officielle EDF/CEA). D'autres à sa suite tentent de contrer les arguments de Lovins. Peine perdue. Le nucléaire ne résiste simplement pas à une analyse énergétique qui part des besoins réels en services (chaleur, lumière, transports, etc.) et non des consommations actuelles d'agents énergétiques primaires et de l'impossible anticipation de leur évolution. Par ailleurs, le potentiel de substitution du nucléaire est faible et son coût élevé, si bien que, comme le souligne Lovins, la construction de centrales nucléaires ralentit la nécessaire substitution du pétrole, car elle draine l'argent que l'on devrait investir dans des projets bien plus efficaces sous ce rapport (économies, cogénération, développement des énergies renouvelables, etc.).

TOUT, ET LE CONTRAIRE

Mais ce n'est pas terminé. Deux Français, Michel Crémieux et Bernard Laponche viennent expliquer que le programme nucléaire français mènera à des excédents d'électricité dont il sera probablement difficile de faire façon. Puis un Américain, Charles Komanoff, monte à la tribune pour démontrer qu'en tout état de cause, les centrales au charbon produisent du courant bien moins coûteux que les centrales nucléaires, même s'il faut désulfuriser les gaz de combustion. Et, pour couronner le tout, un autre Américain, Roger Sant, démontre qu'en laissant jouer l'économie de marché librement, on s'acheminera vers une diminution des besoins en énergie primaire, tout en continuant la croissance économique.

On passe ensuite à la question des risques techniques et biologiques de la production d'énergie, en particulier des surrégénérateurs. Les orateurs ne sont manifestement pas d'accord. Pour M. Lucenet de l'EDF, les surrégénérateurs ne présentent pas de risques d'accidents, car toutes les précautions sont prises et seront toujours prises. M. J. Benecke du Max-Planck Institut pense le contraire. M^me^ Stewart s'est penchée sur les effets à long terme des faibles doses de rayonnement et pense qu'ils existent et doivent être pris en compte. D'autres orateurs disent que non. L'Américain Morgan met en doute les calculs de probabilités d'accidents dans les centrales et déclare qu'il y a eu sous-estimation de certaines contaminations radioactives.

Discussion. Denis de Rougemont sème la panique en demandant au représentant de l'EDF de préciser la nature du risque encouru, en particulier par la Suisse, en cas d'accident majeur au surrégénérateur de Creys-Malville. Lucenet de l'EDF finit par dire qu'un tel accident n'est pas pris en compte par ceux qui conçoivent les systèmes de sécurité, probablement parce que sa probabilité est jugée négligeable. Denis de Rougemont fait remarquer qu'elle n'est cependant pas nulle et que l'ampleur du désastre serait effroyable. S'engage alors un dialogue de sourds où les pronucléaires (en particulier Tubiana et Francis Perrin) arguent des dangers du tabac, de la guerre nucléaire et du trafic automobile. On s'accuse mutuellement de faire dire n'importe quoi aux probabilités et aux statistiques, mais on est bien obligé de s'accorder sur le fait que ce qui importe, c'est finalement la manière dont un danger est perçu par les gens.

NUCLÉAIRE ET DÉMOCRATIE

Dernière journée consacrée aux implications sociopolitiques et aux processus de décision. Les nécessaires mesures de sécurité et les secrets qui entourent l'industrie nucléaire conduiront, selon M. Grove-White, à une diminution des libertés démocratiques. Les Français Goldschmidt et Petit sont sûrs que l'électronucléaire ne pose pas de risque de prolifération d'armes atomiques, alors que l'Anglais Rotblat pense exactement le contraire. Certains trouvent le traité de non-prolifération très utile (la France n'a curieusement pas adhéré), d'autres pas. Pour les uns, les contrôles de l'Agence internationale de l'énergie atomique sont efficaces, pour d'autres, ils sont illusoires. A ce stade de la discussion, on ne peut s'empêcher de penser que si le nucléaire ne fournit comparativement que peu d'énergie, il provoque par contre beaucoup de désaccords.

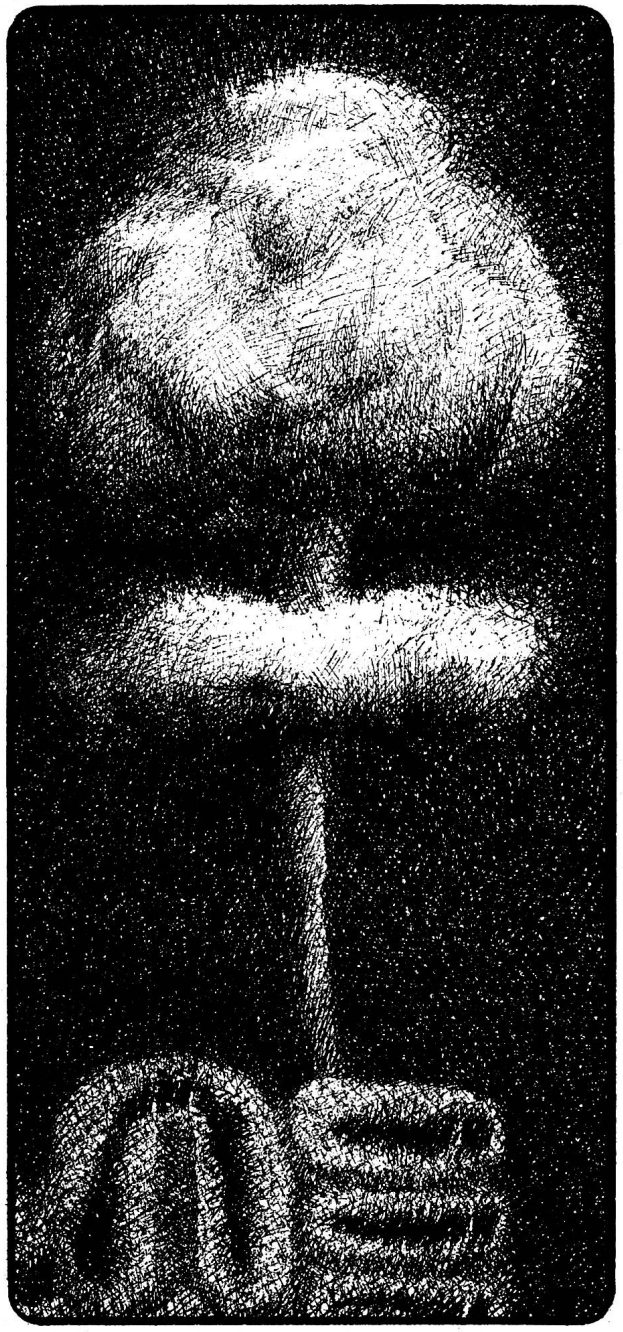
«Une élaboration démocratique des choix énergéti-

ques français est-elle possible?» Un ancien et un nouveau député à l'Assemblée nationale viennent débattre devant nous sur ce thème. Pour l'ancien député, les décisions prises en matière d'énergie par l'ancienne majorité l'ont été de la manière la meilleure possible et il ne voit rien à critiquer. Le nouveau semble penser qu'on peut faire des progrès, mais il reste assez prudent. Cette même prudence transparaît dans le discours de clôture du directeur de cabinet du ministre français de l'Energie. Il n'en reste pas moins qu'un débat parlementaire doit avoir lieu avant que ne soient fixés les choix énergétiques du nouveau gouvernement français.

LE TABOU

Il est certain que ce colloque aura été utile, ne serait-ce que parce qu'il aura mis en évidence que les choix concernant la politique énergétique ne peuvent, de par leur importance pour la vie des citoyens, être décidés sans débat démocratique. Peut-être que ce message aura été perçu même dans les rangs du CEA/EDF. L'histoire le dira. Ce qui limite encore, à mon avis, l'ouverture du débat dans ce genre de colloque, c'est que sous-jacent à presque tous les discours, il y a l'acceptation du tabou économique. On veut bien réduire la consommation d'énergie, mais on ne veut pas remettre en cause l'expansion économique. Il me semble qu'on sera bien obligé de le faire un jour.

Pierre Lehmann

FIN

LE POINT DE VUE DE MARTIAL LEITER